

FRONT DE GAUCHE GENNEVILLOIS

REPLACER L'HUMAIN ET L'ÉCOLOGIE
AU CŒUR DU BUDGET DE L'ÉTAT

Isabelle Massard

Depuis 2017, les politiques d'austérité menées par Emmanuel Macron ont durement touché les citoyens, les travailleurs et les collectivités. Réformes des retraites et de l'assurance chômage, précarisation du travail, gel du Smic, coupes dans les aides sociales et les remboursements de la sécurité sociale : autant de mesures qui frappent les classes populaires et moyennes, tandis que les collectivités locales, comme Gennevilliers, subissent de lourdes baisses budgétaires.

Les services publics se dégradent, quand le budget militaire atteint 413 milliards d'euros, surpassant celui de l'Éducation nationale. Parallèlement, les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises se multiplient sans contrepartie, représentant 211 milliards d'euros.

Dans un contexte de crise écologique et sociale, le gouvernement continue d'ignorer les alternatives proposées. La nomination d'un septième Premier ministre de droite, démissionnaire depuis, renforce le sentiment de déconnexion du pouvoir vis-à-vis des attentes citoyennes.

Les élus du Front de Gauche de Gennevilliers soutiennent les mobilisations qui revendiquent un changement de cap pour le futur budget de l'État, avec pour exigences : justice fiscale (taxation des grandes fortunes, lutte contre l'évasion fiscale), renforcement des services publics, lutte contre la précarité, transition écologique ambitieuse et créatrice d'emplois, réduction du temps de travail et partage des richesses. Il est temps d'adopter une politique au service de l'intérêt général et de tous les citoyens.

GROUPE SOCIALISTE,
RÉPUBLICAIN, CITOYEN

FLUCTUAT NEC MERGITUR

Christophe Bernier
Jacques Briffault
Maria-Blanca Fernandez
Céline Lanoiselée
Laurent Noël

Dans la nuit du 13 au 14 novembre 2015, la France fut endeuillée par une série d'attentats terroristes.

Ces attentats aveugles ont causé la mort de 130 personnes à Paris et à Saint-Denis et fait des centaines de blessés. Il est de notre devoir collectif de ne pas les oublier.

Écoutons les paroles prononcées le 13 novembre 2016 par le fils de Manuel Dias décédé devant la porte D du stade de France : « [...] *Je n'ai cessé d'entendre mon père nous dire qu'il était impossible de vivre avec la peur au ventre. Face à cette peur de vivre, de sortir de chez soi, nous devons tous continuer à avancer en toute liberté [...] en ne cédant jamais face à ceux qui souhaiteraient nous terroriser [...] Pour continuer à vivre en liberté nous devons également combattre ce terrorisme qui nous menace et la réponse passe par la connaissance, par l'intelligence* ».

Face à ces attaques, notre pays s'est relevé. Cette capacité collective à se relever est un signal d'espoir mais aussi d'amitié et de respect pour les victimes et leurs proches.

Dix années se sont écoulées depuis ces attentats. Collectivement, nous ne devons pas oublier. C'est pourquoi nous vous appelons à rejoindre la commémoration prévue le jeudi 13 novembre à 18h au monument de la Résistance (à l'angle du boulevard Camélinat et de la rue Jean-Jaurès).

LES ÉCOLOGISTES

UNE CONSTITUANTE



Delia Toumi

Chaque constitution naît quand la précédente est au bout de ce qui la fonde. C'est une crise incontournable qui scelle alors la rupture.

La IV^e République s'éteint quand elle est structurellement incapable de clore l'histoire coloniale algérienne. La bascule s'opèrera avec l'hypothèse d'un coup d'état militaire.

On connaît la suite puisqu'elle est notre régime politique. Or depuis 1958, l'érosion est réelle, la rupture est désormais souhaitable.

En effet, ce régime construit sur l'articulation politique entre des pleins pouvoirs présidentiels et une majorité godillot a été bousculé par deux fois, avec les cohabitations. Il n'en a tiré aucune leçon. Si des cohabitations n'étaient pas dans l'épure du modèle gaullien, c'est que l'expression des urnes ne respectait pas la règle du jeu. On reprendra alors la main avec l'inversion du calendrier.

Aujourd'hui, la crise due à la tripartition de l'Assemblée nationale attaque les fondations du régime. Les différentes corrections constitutionnelles censées protéger la V^e République n'ont plus d'effet. Les urnes sont devenues autonomes.

Or, cette configuration politique qui est normale dans de nombreuses démocraties est inacceptable pour ce président-monarque convaincu que sa raison est de droit divin. Devant l'absence de fait majoritaire, il adapte alors des instruments parlementaires inusités.

- La réforme des retraites est transformée en texte budgétaire, puis privée du vote via le 49.3.

- On utilise le vote bloqué.

- On fait une motion de rejet avant discussion pour la loi Duplomb afin de l'envoyer au Sénat et qu'elle revienne en commission mixte paritaire, pour être adoptée puisqu'elle n'a plus d'adversaire.

La présidentialisation du régime a depuis trop longtemps transformé les partis en écuries à candidats. Il faut sortir de ce régime qui est d'un autre siècle. Les repères et les enjeux ont en effet changé. D'autres logiciels s'imposent face au dérèglement climatique et à la fragilisation de la démocratie.

La crise institutionnelle et la tripartition sont des ruptures qui justifient l'organisation d'une constituante.

UNION DES GENNEVILLOIS.E.S

COMBATTRE LA DÉSSERTIFICATION
MÉDICALE

Véronique Desmettre

La limitation, pendant des décennies, du nombre de médecins formés a été un facteur majeur de la désertification médicale. Ce phénomène, aggravé par la baisse des moyens attribués à l'hôpital public, aboutit aujourd'hui à une pénurie affectant le pays et privant de nombreux citoyens de médecin traitant.

Les territoires populaires sont les plus exposés. Ils nécessitent une présence médicale de proximité pour réduire les inégalités sanitaires. La prévention sur le terrain demeure le moyen le plus efficace de lutter contre les pathologies évitables.

Face à des réponses nationales insuffisantes, les collectivités locales déploient des solutions concrètes. Les centres municipaux de santé garantissent par exemple un double accès territorial et financier. Ils permettent le maintien d'une offre de proximité ainsi que le développement d'actions de prévention tout en favorisant l'arrivée de nouveaux médecins.

Le soutien à l'ouverture de cabinets médicaux en secteur 1 et l'accompagnement des nouveaux praticiens constituent des leviers complémentaires essentiels.

La coopération entre hôpitaux publics, centres municipaux et médecins libéraux favorise la mise en place de permanences, optimise les parcours de soins et assure une prise en charge globale.

L'État doit désormais soutenir ces efforts et renoncer aux remboursements de médicaments indispensables. Seul un engagement national permettra de garantir que l'accès aux soins demeure le socle de l'égalité et de la dignité territoriale.

Soutenons les hôpitaux, les soignants de toutes catégories qui font un travail exemplaire dans des conditions exécrables mais qui soignent et font le maximum pour les malades. Comment a-t-on pu laisser se dégrader nos hôpitaux, lieux où chacun a le droit d'être bien soigné ?

ENSEMBLE POUR GENNEVILLIERS

CONTRIBUTION
NON PARVENUE

LES GENNEVILLOIS

GENNEVILLIERS : UN DÉSERT
MÉDICAL AUX PORTES DE PARIS

Lætitia Ghirardi

Malgré les annonces répétées de la majorité municipale, Gennevilliers reste, à bien des égards, un désert médical. Si l'on ne peut que se réjouir de l'arrivée de quelques généralistes sur la ville, à travers de petites structures pluridisciplinaires, leur nombre reste insuffisant au regard des besoins de la population, constituées de nombreuses familles. Ensuite, et c'est là où la carence est la plus criante, pour ne pas dire critique, les habitants ont de plus en plus de mal à trouver des spécialistes, notamment des ophtalmologues, pédiatres, gynécologues, dermatologues, et sont confrontés à des temps d'attente interminables.

Notre Centre municipal de santé n'échappe malheureusement pas à cette pénurie générale de spécialistes. Pourtant, il y a quelques années, une convention cadre d'affiliation avait été établie entre l'AP-HP et notre CMS, afin de tisser de nouveaux liens entre hôpital et médecine de ville, et améliorer l'offre de soins sur le territoire. Problème : les résultats tardent à se faire sentir. Et ce n'est pas le récent avenant à cette convention, actant d'un partenariat entre l'hôpital Louis-Mourier et le CMS, qui a infléchi cette tendance. Alors, quand l'un des principaux outils de la politique municipale de santé peine à recruter, il y a de quoi s'inquiéter.

Pour notre part, nous pensons que ce désert médical n'a rien d'inéluctable : il reflète aussi un manque d'attractivité du territoire pour ces praticiens, souvent réticents à s'installer dans des communes perçues comme populaires, avec une patientèle plus modeste. Or, cette réalité financière peut être contrebalancée si l'on se dote d'une politique plus volontariste, avec des aides à l'installation plus fortes, des aides qui prennent également en charge une bonne partie des frais de fonctionnement. L'accès aux soins n'est pas une option, c'est un droit fondamental : il est donc temps d'en faire un enjeu ultra-prioritaire.

LES RÉPUBLICAINS

POUVOIR D'ACHAT EN DANGER.
LES POLITIQUES PENSENT-ILS
À NOUS ?

Philippe Hallais

Il est devenu difficile de réaliser une analyse objective sur la situation actuelle de la France. Une chose pourtant est avérée : les citoyens, abandonnés par le monde politique, ne bénéficient plus d'un pouvoir d'achat suffisant.

Ce pouvoir d'achat, tant prôné par nos politiques, se dégrade d'une façon notable. Les prix explosent, en même temps que les salaires stagnent. Par ailleurs, l'inquiétude des consommateurs s'aggrave du fait de cette incertitude politique et de l'instabilité économique. Les consommateurs réduisent les achats alimentaires, de vêtements, énergétiques, voire les dépenses de santé. Les éléments qui constituent le bien-être des populations sont ainsi en conséquence remis en cause dans une large mesure.

Des rumeurs d'augmentation d'impôt, couplées à des taux de l'épargne réduits, ne peuvent qu'entraîner le pessimisme et le découragement des populations. De nombreux jeunes diplômés (20% des ingénieurs par exemple) quittent la France.

L'Insee fait apparaître que depuis un an, le nombre de défaillances d'entreprises est de l'ordre de 5 400 par mois. Cette situation implique un certain sentiment de précarité touchant toutes les classes sociales. Tous redoutent le chômage ou un salaire juste suffisant pour couvrir les besoins de base.

De surcroît, les impositions de l'Union européenne font planer un risque de dérapage des factures d'électricité (augmentations dues notamment aux projets d'éoliennes, dont nous n'avons nul besoin).

L'année 2025 devient l'année de toutes les angoisses, dont la dégradation du pouvoir d'achat en est le révélateur.

LES CONTRIBUTIONS
PUBLIÉES
DANS CES PAGES
N'ENGAGENT
PAS LA RÉDACTION
DE GENNEVILLIERS
MAGAZINE